La direction a convoqué un CTL avec un ordre du jour d'un vide sidéral. Alors que nombre de postes ne sont pas pourvus suite au mouvement, que le retard de publication du SPF va repartir en fin d'année, que les agents sont écœurés, démotivés pour bon nombre et que leurs conditions de travail ne cessent de se dégrader... Alors que nous n'aurons au final que 3,5% d'augmentation du point d'indice, la direction 66 continue à assumer un discours officiel gouvernemental complètement désavoué dans les urnes. Sur quelle légitimité démocratique s'appuie aujourd'hui la DGFIP pour continuer la casse du service public ? La situation politique est en effet tellement compliquée qu'il serait tant d'avoir une ligne pour notre administration validée par les nouveaux parlementaires ?

Pour la DG et les directions locales, la légitimité démocratique est bien le cadet de leurs soucis. On comprend mieux le recours à des cabinets conseil genre Mc Kinsey et compagnie...

Pour ne parler de rien, le seul sujet soumis à vote qui était proposé par l'administration au CTL était un vote sur un organigramme de la direction destiné à placer les 4 AFIPA, sans même indiquer qui faisait quoi, sans aucune justification... Un vote sur un organigramme ? Du jamais vu... Nous avons voté contre et la Cgt a demandé à parler de choses plus concrètes. Les 5 autres points qui avaient été mis à l'ordre du jour par la direction n'étant que pour information et n'apportant aucune réponse aux problèmes des agents, nous avons également demandé à discuter directement d'autre chose que de l'ordre du jour... Pour commencer:

REMUE MENINGE: Comment faire perdre du temps aux agents, aux chefs de service et à la direction ?
La Directrice nous a affirmé que l'avis des agents serait pris en compte. Ben voyons... Les promesses rendent les fous joyeux ! En effet, à quel moment un parlementaire va avoir connaissance de la restitution du remue méninges de la DGFIP ? Jamais. Et ce qui ressort pourtant le plus de ce remue-méninges est bien la nécessité d'avoir plus d'emplois qui ne remontera jamais jusqu'aux parlementaires qui votent le budget. CQFD. Alors pourquoi faire perdre du temps à tout le monde comme si nous étions bien tranquilles avec pas grand chose à faire ? Comment voyez vous la DGFIP dans 5 ans ??? On nous prend vraiment pour des poussins de 4 jours alors que la direction elle-même nous cache bon nombre de ses projets ! Dans le même esprit, la convention des cadres A et A+ a visiblement été une journée de perdue pour de nombreux collègues (sans parler de la chaleur)...

ENVELOPPE DES 60 000 $: encore un sujet sur lequel la direction se serait bien gardée de communiquer !
La direction vient de passer commande du mobilier de jardin et tout devrait arriver cet automne. La Cgt a demandé par pur réflexe si la commande avait bien été passée à Leroy Merlin (moins cher)... Et Mme Conry nous a alors informé, contrainte et forcée, qu'au final la commande avait quand même été passée auprès de l'UGAP car la direction avait droit à une ristourne importante... La Cgt a demandé si c'était une blague: "Deux groupes de travail et un CTL avec un vote officiel qui passe à la trappe ?" Si on avait pas posé la question, nous n'aurions même pas eu l'info. La direction nous aurait informé -sans ce culte du secret- qu'elle pouvait tirer les prix à meilleur marché, nous l'aurions félicitée... Mais pourquoi toujours tout faire en douce ? Peut être parce que c'est illégal une fois que le CTL s'est prononcé ?

DES CDD A LA PLACE DES FONCTIONNAIRES ?
Alors que nous parlions pendant ce CTL des postes vacants à l'issue du mouvement de mutation, d'un coup, la directrice nous a annoncé, tranquillement, qu'elle envisageait de mettre un CDD à l'antenne de Saillagouse et un CDD pour assurer le standard du SGC de Prades et ce pour une durée de un an pour ne pas bloquer les postes pour le prochain mouvement de mutation... Alors la direction met à l'ordre du jour officiel du CTL des sujets "tranquilles" qui ne fâchent pas et nous annoncent comme si de rien n'était qu'elle souhaite commencer le recours à des CDD pour remplacer du fonctionnaire ? Commencer à mettre des CDD à la place des fonctionnaires ouvre une porte extrêmement dangereuse pour l'avenir du statut de la fonction publique. Si les vieux agents peuvent s'en moquer (s'ils n'éprouvent pas un peu de solidarité pour ceux à qui il reste des années à faire), les moins anciens ont de quoi s'inquiéter et doivent bien comprendre quelle porte s'ouvre à la

DGFIP. Le cas n'est quand même pas nouveau dans de nombreux autres services publics et nous avons vu à France Télécom -et ailleurs- les dégâts humains engendrés par cela. Toujours le même schéma: tout commence par des suppressions d'emplois massives pendant des années (sauf dans l'encadrement) où les agents n'arrivent plus à assurer leurs missions et acceptent, demandent, plébiscitent même parfois le recours à des CDD pour les aider à s'en sortir... pour au final se retrouver dans des mises en concurrence. Le statut de la Fonction Publique est bien dans le collimateur, sauf qu'encore une fois il y a eu un séisme politique avec les dernières élections et qu'il ne faut surtout pas l'oublier. Quand à la directrice, que ce soit celle des PO ou d'ailleurs, ils crachent sans vergogne dans la soupe alors qu'ils ont fait fait toute leur carrière grâce à ce statut ! Bien sur, sans scrupule, la directrice nous a sorti le discours que c'est pour le bien être des agents avec violons et trémolos dans la voix...
L'exemple de Saillagouse démontre que l'aide aux agents n'est pas une priorité et qu'il s'agit bien d'une volonté de commencer à banaliser ce recours à des CDD. En effet, lorsque la Cgt a demandé le rôle dévolu à ce CDD sur l'antenne, la directrice a répondu que c'était pour faire de l'accueil du public... Avec quelle formation a demandé la Cgt: c'est prévu a bafouillé Mme Guillouet, clairement il n'aura donc visiblement aucune formation. Les 4 agents de l'antenne vont donc devoir le former pour au final le voir partir au bout d'un an ? Est-ce vraiment une aide ? Pour la Cgt et l'ensemble des organisations syndicales, c'est clairement non. La directrice nous a alors fait le couplet sur le manque d'attractivité de l'administration... Mais c'est bien la DGFIP qui ne recrute même pas à la hauteur des postes vacants ! Il y a toujours bien plus de candidats aux concours que de places offertes et c'est bien la DGFIP qui organise sa propre déchéance pour ensuite vanter le recours aux CDD pour aider les pauvres agents. C'est d'un cynisme redoutable. On aurait un CDD à la place de la directrice, on pourrait comprendre qu'il n'en ait rien à faire du statut... Mais venant de fonctionnaires d'Etat, c'est bien plus détestable.

RETARD DE PUBLICATION DU SPF FUSIONNE: quel est le plan de la direction pour ne pas replonger en fin d'année ?
La directrice a obtenu pour l'instant le renfort de 4 brigadiers (1 en présentiel et 3 à distance). Mais jusqu'à quand ? D'après plusieurs collègues du SPF, le retard va repartir à la hausse en fin d'année. Avec jusqu'à 14 brigadiers nationaux l'an dernier pour faire la fusion, l'intégralité du retard n'a pas été rattrapé... alors avec 4... c'est plus qu'une inquiétude.

QUELLE AIDE AU SERVICE DU CADASTRE POUR L'ARRIVEE DE LA TAXE D'URBANISME ?
Visiblement pas grand chose, ce n'est pas une surprise... La Directrice devait contacter l'après midi même du CTL la direction de l'équipement (ex) pour savoir un peu qui arrivait au 1er septembre. Là aussi, c'est prendre les agents pour des imbéciles puisque tout le monde sait au cadastre que le collègue pressenti est en longue maladie et qu'en plus, s'il arrive, il sera formateur régional d'une mission qu'il n'a lui-même jamais exercé... Il va peut être falloir ruer dans les brancards lors de la toute prochaine visite de Mme Guillouet dans ce service ?

Colonne de droite publique: En direct des sections
Public: CR CTL

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank